



---

## **59<sup>e</sup> Commission pour le développement social**

Point 3a de l'ordre du jour

### **Transition vers le développement durable et justice sociale : le numérique au service du développement social et du bien-être de toutes et de tous**

Socially just transition towards sustainable development: the role of digital technologies on social development and well-being of all

New York, le 9 février 2021

Déclaration de la Suisse

---

Madame la Présidente,

Il reste dix ans pour achever la réalisation de l'Agenda 2030 et le monde est confronté à des défis sans précédent. Le rapport du Secrétaire Général nous rappelle que les inégalités s'accroissent. La crise sanitaire actuelle accentue ces inégalités et en même temps accélère le rythme de la transformation numérique. Nous nous joignons à la préoccupation internationale selon laquelle la pandémie Covid-19 affecte les femmes de manière disproportionnée. Certains des gains réalisés au cours des dernières décennies risquent d'être perdus. Les inégalités entre les sexes sur le marché du travail sont exacerbées. La Commission pour le développement social peut donner des orientations importantes pour une transition vers le développement durable.

La Suisse s'est engagée en faveur de la Déclaration du centenaire de l'Organisation internationale du Travail qui envisage un avenir dans une optique centrée sur l'humain. Il s'agit d'une déclaration qui présente les principaux défis et opportunités de l'avenir du travail: de la technologie aux défis environnementaux, des évolutions démographiques aux besoins de nouvelles compétences. Elle donne ainsi des orientations utiles sur la façon d'aborder ces questions et propose une plateforme de coopération avec d'autres organisations du système international.

Dans son rapport, le Secrétaire Général présente les défis et opportunités de la révolution numérique. En Suisse, nous faisons face à cette numérisation grâce à notre système d'enseignement et de formation professionnelle, un système de protection sociale stable ainsi qu'aux conventions collectives. Ces dernières jouent un rôle clé dans la recherche des moyens innovants et inclusifs d'adaptation aux changements structurels causés par la numérisation. Le dialogue avec les partenaires sociaux est fondamental pour accompagner le processus de transformation numérique. Dans cette optique, en 2018, la Suisse a signé, avec les associations faïtières des partenaires sociaux suisses, une déclaration tripartite nationale sur le futur du travail et du partenariat social à l'ère de la numérisation de l'économie.

La Suisse a élaboré une stratégie globale pour une Suisse numérique en collaboration avec les milieux économiques, scientifiques et la société civile. Cette stratégie "Suisse numérique 2020", conforme aux objectifs de l'Agenda 2030, s'attaque aux obstacles en matière de compétences et de connaissances, d'accessibilité ou d'inclusion numérique des groupes et populations marginalisés. Selon cette stratégie, pour atteindre l'objectif d'égalité des chances et la participation de toutes et tous aux opportunités offertes par la numérisation, il faut mettre en place des conditions leur permettant notamment d'acquérir les compétences nécessaires à l'ère numérique.

Parallèlement, le gouvernement suisse examine actuellement la nécessité de rendre son système d'assurances sociales plus flexible afin de faciliter sa mise en œuvre. Un des objectifs est de ne pas freiner le développement de nouveaux modèles commerciaux basés par exemple sur le travail des plate-forme numériques tout en s'assurant de ne pas entraîner une précarisation.

La transformation numérique influence la nature du travail qu'exercent les personnes couvertes par la sécurité sociale. En même temps, elle offre des outils nouveaux pour rationaliser la couverture des risques sociaux. Cette couverture est l'objectif essentiel à tout système d'assurance ou d'aide sociales. Il faut ainsi veiller à ce que les organismes de sécurité sociale n'érigent pas des obstacles qui pourraient écarter indûment une personne de son droit aux prestations, en particulier les personnes vulnérables. Les outils numériques doivent concourir à maintenir chez l'individu la perception qu'il participe à un système reposant sur la solidarité.

Sur le plan international, la coopération est primordiale pour aider les pays à surmonter la crise actuelle et à tirer profit des avantages liés à la numérisation. Pour la Suisse, il est ainsi essentiel que la transformation numérique respecte les droits de l'homme et permette un développement durable. Le potentiel de création d'emplois dans une économie durable n'est plus à démontrer.

[YOUTHREP]

Madame la Présidente,

Le monde compte aujourd'hui la plus grande population de jeunes qu'il n'y ait jamais eu. Cependant, leur participation aux processus politiques et décisionnels aux niveaux national et international reste faible. Ceci, malgré le fait que les jeunes soient directement affectés par les politiques du développement social et qu'ils voient leur avenir menacé par le changement climatique. Partout dans le monde, les jeunes sont davantage susceptibles de travailler dans le secteur informel sous conditions précaires ou d'être au chômage. Ceci les exclut d'un accès aux prestations sociales et les rendent plus vulnérables aux conséquences économiques et sociales néfastes des chocs tels que la pandémie de la Covid-19.

En effet, les jeunes sont touchés d'une manière disproportionnée par la perte d'emplois déclenchée par la pandémie, ce qui entraîne des répercussions graves et durables en matière de pauvreté et d'exclusion sociale des jeunes. Déjà, en temps normal, les jeunes sont confrontés à des obstacles liés aux mutations du marché du travail, provoquées par les évolutions de l'économie numérique mondiale. La crise sanitaire a renforcé ces vulnérabilités et a eu des impacts néfastes sur la santé mentale des jeunes en raison de l'isolement, du stress et de l'incertitude quant à leur futur.

Par conséquent, la résilience des jeunes et les aides en matière de santé mentale doivent être accompagnées par des mesures structurelles telles qu'un système de protection sociale universelle, garantissant aux jeunes les prestations et accès aux soins de santé mentale. Une formation de qualité, et inclusive est également essentielle, pour renforcer les connaissances techniques et numériques pertinentes, ainsi que l'inclusion sociale de tous les jeunes. Lorsque la fracture numérique accentue les disparités existantes, un accès équitable aux avantages de la numérisation devrait être garanti afin de ne laisser personne de côté.

En outre, la pandémie a exacerbé les différentes formes d'inégalités, notamment entre les genres, avec des implications socio-économiques très sérieuses surtout pour les personnes marginalisées. Réduire ces inégalités intersectionnelles doit faire l'objet de toute notre attention, en prenant des mesures adaptées aux différentes formes de discrimination.

Pour terminer, j'aimerais souligner que l'inclusion des perspectives des jeunes est essentielle afin de trouver des solutions qui soient non pas seulement largement acceptées et efficaces, mais aussi résilientes et durables. La transition vers un développement durable doit donc passer par la justice sociale ainsi que par la sollicitation des opinions de la jeunesse comme élément primordial pour la réalisation de l'Agenda 2030.

Je vous remercie.

Madam Chair,

10 years remain to achieve the 2030 Agenda and the world is facing unprecedented challenges. The Secretary-General's report reminds us that inequalities are increasing. The current health crisis accentuates these inequalities, while at the same time accelerating the pace of digital transformation. We add our voice to the international concern that the COVID-19 pandemic is disproportionately affecting women. Some of the progress made in recent decades may be lost. Gender inequalities in the labour market are exacerbated. The Commission for Social Development can provide important guidance for a transition to sustainable development.

Switzerland has committed to the International Labour Organization's Centenary Declaration, which provides a roadmap for a human-centred future. This declaration presents the main challenges and opportunities for the future of work, including technology, environmental challenges, demographic shifts and the need for new skills. It also provides useful guidance on how to address these issues and offers a platform for cooperation with other organisations in the international system.

In his report, the Secretary-General presents the challenges and opportunities of the digital revolution. In Switzerland, we are responding to this digitalisation through our vocational education and training system, a stable social protection system, and collective employment agreements. The latter play a key role in the search for innovative and inclusive ways of adapting to the structural changes caused by digitalisation. Digital transformation must be accompanied by a dialogue with the social partners. In this perspective, in 2018 Switzerland signed a national tripartite declaration on the future of work and social partnership in the digital business age with the confederations of the Swiss social partners.

Switzerland has developed an overarching strategy for a digital Switzerland in collaboration with the business and scientific communities and civil society. This strategy, entitled 'Digital Switzerland 2020', addresses barriers related to digital skills and knowledge as well as digital accessibility and the inclusion of marginalised groups and populations, in line with the 2030 Agenda goals. According to the strategy, to achieve the goal of equal opportunity and equal participation for all in the opportunities offered by digitalisation, conditions must be put in place that allow everyone to acquire the skills necessary for the digital age.

In parallel, the Swiss government is currently assessing the need to create more flexibility within its social insurance system to facilitate the strategy's implementation. One of the strategy's objectives is not to hinder the development of new business models, for example based on digital platform work, while ensuring that these models do not lead to insecurity.

The digital transformation affects the nature of the work performed by people covered by social security. At the same time, it provides new tools to justify the coverage of social risks, which is the underlying objective of any system of social insurance or assistance. It is thus necessary to ensure that social security agencies do not erect barriers that may unduly exclude people from their right to benefits, particularly vulnerable people. Digital tools must work together to ensure that individuals feel that they are participating in a system based on solidarity.

On an international level, cooperation is crucial in helping countries overcome the current crisis and benefit from the advantages of digitalisation. For Switzerland, it is therefore essential that the digital transformation respects human rights and enables sustainable development. The potential for job creation in a sustainable economy has been widely demonstrated.

[YOUTHREP]

Madam Chair,

The global population of young people is higher than it has ever been. However, their participation in political and decision-making processes at the national and international level remains low, even though young people are directly affected by social development policies and their future is being threatened by climate change. Across the world, young people are more likely to work in the informal sector in precarious conditions or to be unemployed. This excludes them from access to social benefits and makes them more vulnerable to the adverse economic and social consequences of shocks like the COVID-19 pandemic.

Indeed, young people are disproportionately affected by the loss of jobs caused by the pandemic, which has serious and long-lasting consequences for their poverty and social exclusion. Even in normal times, young people face obstacles related to changes in the labour market caused by shifts in the global digital economy. The health crisis has exacerbated these vulnerabilities and has had a devastating effect on the mental health of young people due to isolation, stress and uncertainty about their future.

Consequently, young people's resilience and mental-health assistance must be accompanied by structural measures such as a system of universal social protection that guarantees young people benefits and access to mental-health care. High-quality and inclusive training is also essential to strengthen the relevant technical and digital knowledge and social inclusion of all young people. As the digital divide increases existing disparities, equitable access to the advantages of digitalisation must be ensured so that no one is left behind.

In addition, the pandemic has exacerbated different forms of inequality, including gender inequality, with profoundly serious socio-economic implications, particularly for marginalised people. All our attention

must be directed to reducing these intersectional inequalities by taking measures appropriate to the various forms of discrimination.

In conclusion, I would like to emphasise that it is essential to include the perspectives of young people so as to arrive at solutions that are not only widely accepted and efficient, but also resilient and sustainable. The transition to sustainable development must be effected through social justice and the seeking out of young people's opinions as a key component in achieving the 2030 Agenda.

Thank you.